

CONTRAT D'ENGAGEMENT « ETUDIANT-ENTREPRENEUR »

Statut étudiant entrepreneur

Présentation au CFVU du 23 juin 2016

Éléments de contexte

Le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a comme ambition de généraliser **la diffusion de la culture entrepreneuriale et d'innovation auprès des jeunes** dans l'enseignement supérieur et de favoriser le passage à l'acte des étudiants et jeunes diplômés désireux d'entreprendre. Depuis mars 2014, le Pôle Entrepreneuriat Etudiant de la Région Centre a été labellisé PEPITE Centre (Pôle Etudiant Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) parmi les 29 PEPITE nationaux.

Les missions des PEPITE sont de sensibiliser, former et accompagner à l'entrepreneuriat. Ainsi, le statut national d'étudiant-entrepreneur a été mis en place afin de permettre aux étudiant(e)s et aux jeunes diplômé(e)s d'élaborer un projet entrepreneurial dans un PEPITE. Le diplôme d'établissement "étudiant-entrepreneur" (D2E) accompagne le statut d'étudiant-entrepreneur : il permet de mener à bien son projet avec un maximum de sécurité et de visibilité.

En phase expérimentale l'année dernière, Pépité Centre propose désormais aux étudiants et jeunes diplômés de la région de bénéficier du nouveau Statut National Etudiant Entrepreneur (SNEE) et Diplôme Etudiant Entrepreneur (D2E) au sein de l'université François-Rabelais de Tours.

Principe du Statut National Etudiant Entrepreneur et du Diplôme Etudiant Entrepreneur (D2E)

Tout étudiant qui le souhaite peut désormais construire, au sein de son établissement et dans le cadre de son cursus, le parcours qui le conduira à la réalisation de son projet, quelle que soit la démarche entrepreneuriale :

- individuelle ou collective
- à finalité économique et/ou sociale
- innovante ou non
- technologique ou non
- avec création d'activités ou reprise d'entreprise

L'étudiant, porteur d'un projet de création d'entreprise au sein d'un PEPITE (Pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat), se voit reconnaître le statut d'étudiant-entrepreneur.

Conditions générales d'accès

- Le statut d'étudiant-entrepreneur s'adresse en priorité aux jeunes de moins de 28 ans, âge limite pour bénéficier de la sécurité sociale étudiante.
- Le baccalauréat ou l'équivalence en niveau est la seule condition de diplôme requis pour une inscription au Diplôme d'établissement étudiant-entrepreneur (D2E).
- Pour le D2E, les frais d'inscription légaux et spécifiques sont limités à 500 euros par an (hors sécurité sociale) pour la période 2014-2017 pour l'étudiant entrepreneur.

Procédure de Candidature

Tout étudiant désireux de développer un projet entrepreneurial doit :

- Télécharger un dossier de candidature sur le site : www.enseignementsup-recherche.gouv.fr
- Renvoyer le dossier complété accompagné des pièces complémentaires à l'adresse mentionnée sur le dossier de candidature

L'étudiant devra présenter son projet devant un comité de sélection composé de représentants de l'université, de Pépité Centre et de partenaires extérieurs.

Délivrance du Statut National Etudiant-Entrepreneur et inscription au D2E

Le statut d'étudiant-entrepreneur est délivré à une personne au regard de la réalité du projet entrepreneurial et des qualités du porteur de projet.

C'est le comité d'engagement du PEPITE qui est chargé d'instruire les demandes pour le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il est composé :

- des représentants des établissements du PEPITE
- du responsable pédagogique du diplôme d'établissement "étudiant-entrepreneur" (D2E)
- des partenaires du PEPITE

Parmi les candidats, trois possibilités peuvent se présenter :

- le candidat est étudiant : il peut obtenir uniquement le statut étudiant entrepreneur
- le candidat est étudiant : il peut s'inscrire au D2E et obtenir le statut étudiant entrepreneur
- le candidat est jeune diplômé de moins de 28 ans : il DOIT s'inscrire au D2E pour obtenir le statut étudiant entrepreneur.

Bénéfices du Statut National Etudiant-Entrepreneur

Le statut permet d'avoir accès à des prestations délivrées dans le cadre du PEPITE :

- un accès à l'espace de coworking du PEPITE ou d'un partenaire pour favoriser la mise en réseau des étudiants-entrepreneurs dans leur diversité et des partenaires praticiens du PEPITE

- Possibilité de signer un Contrat d'Appui d'Entreprise (CAPE) avec une structure type couveuse ou coopérative d'activité et d'emploi (C.A.E.) ou un autre partenaire du PEPITE
- Possibilité de substituer son projet entrepreneurial validé par le PEPITE à l'obligation de faire un stage ;

Bénéfices du Diplôme d'établissement Etudiant-Entrepreneur (D2E)

Tout étudiant ayant eu l'attribution du statut national d'étudiant-entrepreneur à l'issue de l'instruction de son dossier par le comité d'engagement de PEPITE Centre peut s'inscrire au Diplôme d'établissement Etudiant-Entrepreneur (D2E).

Cette inscription leur permet de bénéficier :

- d'un statut étudiant durant la période de création d'entreprise.
- de l'accès aux locaux de coworking du PEPITE et de bénéficier des soutiens nécessaires pour créer leur entreprise.
- d'une formation à l'entrepreneuriat et à la gestion, orientée vers la préparation et le lancement d'un projet entrepreneurial.
- d'un accompagnement par un enseignant et un référent externe du réseau PEPITE (entrepreneur, réseaux d'accompagnement et de financement)

Possibilité de substitution de la période de stage pour développer son projet entrepreneurial

L'obtention du statut national étudiant-entrepreneur permet au détenteur de substituer au stage ou au PFE (projet de Fin d'étude) un travail sur son projet entrepreneurial. Cette possibilité n'est, par définition, pas une obligation. Elle est offerte aux étudiants-entrepreneurs qui le souhaitent après validation du responsable de la formation initiale de l'étudiant et en collaboration avec PEPITE.

Une fois validé, l'étudiant peut substituer son stage pour travailler sur son projet entrepreneurial, l'étudiant ne relève plus de la réglementation sur les stages puisqu'il n'en n'effectue pas. Par conséquent il n'y a pas lieu d'établir de convention. En revanche, l'étudiant doit fournir à l'établissement son contrat d'engagement « étudiant-entrepreneur » ci-joint.

Modifications souhaitées dans le contrat d'engagement

Pour l'année 2015-2016, six étudiants ont demandé à substituer leur stage à leur projet de création. Un contrat a été établi pour chacun d'entre eux avec différentes structures d'accompagnement à la création de Tours dont notamment la pépinière d'entreprise Start'in box du Sanitas. Au cours des premières semaines de mise en application du dispositif, il est ressorti que certaines informations stipulées dans les articles 6 et 7 du contrat étaient incomplètes ou inappropriées au regard de la relation établie entre l'étudiant entrepreneur, le pôle Pépité, le lieu d'accueil du projet et l'établissement d'enseignement auquel l'étudiant entrepreneur est rattaché.

Les articles 6 et 7 sont présentés initialement dans le contrat comme suit :

Article 6 - Engagements

A ce titre, l'étudiant(e) M..... s'engage à :

- poursuivre sa démarche entrepreneuriale jusqu'au bout de la période définie dans le présent contrat d'engagement,
- transmettre un bilan quantitatif et qualitatif des actions mises en place pour l'avancement du projet au référent PEPITE Centre au plus tard le.....
- prévenir le référent PEPITE Centre en cas de non faisabilité ou abandon du projet,
- respecter le dispositif de suivi mis en place avec le PEPITE Centre.

Article 7 - Congés – interruption de période

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises), en organisme de droit privé, en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, l'étudiant(e) entrepreneur(e) bénéficie, au même titre qu'un stagiaire, de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés dans les organismes de droit privé aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-46 du code du travail.

Pour les périodes de travail dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGES AUTORISES / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant la période :

Pour toute autre interruption temporaire (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.

Toute interruption temporaire, qu'elle survienne pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou qu'elle soit prise à l'initiative de l'étudiant(e) entrepreneur(e) ou de l'organisme d'accueil est signalée aux autres parties au contrat d'engagement et à l'enseignant référent. En cas d'accord des parties, un report de la fin de la période est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale de la période de projet de création d'entreprise prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant au contrat d'engagement, n'excédant pas la date de fin d'année universitaire.

Un avenant au contrat d'engagement pourra éventuellement être établi en cas de prolongation de la période sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et de l'étudiant(e) entrepreneur(e), dans le respect de la durée maximale de la période fixée par la loi (6 mois).

En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, étudiant(e) entrepreneur(e), établissement d'enseignement) d'arrêter la période de travail sur le projet de création, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Nous souhaitons apporter les modifications suivantes : (en rouge dans le texte qui suit)

Article 6 - Engagements

A ce titre, l'étudiant(e) M..... s'engage à :

- poursuivre sa démarche entrepreneuriale jusqu'au bout de la période définie dans le présent contrat d'engagement,
- transmettre un bilan quantitatif et qualitatif des actions mises en place pour l'avancement du projet au référent PEPITE Centre au plus tard le..... Pour cela, il est demandé à l'étudiant d'organiser son travail selon un planning hebdomadaire de 35 h.
- prévenir le référent PEPITE Centre en cas de non faisabilité ou abandon du projet,
- respecter le dispositif de suivi mis en place avec le PEPITE Centre.

Article 7 - interruption de période

[Suppression du premier paragraphe relatif aux congés et modification du paragraphe 2 et 3 de l'article]

Toute interruption temporaire, qu'elle survienne pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou qu'elle soit prise à l'initiative de l'étudiant(e) entrepreneur(e) doit être signalée par l'étudiant(e), par courrier, au responsable pédagogique de la formation initiale.

Un avenant au contrat d'engagement pourra éventuellement être établi en cas de prolongation de la période sur demande conjointe de l'étudiant(e) entrepreneur(e) et d'au moins un des signataires du contrat d'engagement, dans le respect du calendrier de l'année universitaire. En cas de volonté d'arrêter

la période de travail sur le projet de création, l'étudiant(e) entrepreneur(e), doit immédiatement en informer par courrier les différents signataires du contrat.

Enfin les termes « **Structure d'accueil** » ou « **organisme d'accueil** » ont été remplacés par « **lieu d'accueil** » ou « **structure d'accompagnement gestionnaire du lieu d'accueil** » dans différentes parties du contrat : préambule du contrat, article 1, article 2, article 4, article 5

Explications des modifications apportées :

Le but du dispositif proposé dans le cadre du Statut National Etudiant Entrepreneur est de permettre à tout étudiant ayant un réel projet de création de bénéficier d'un aménagement d'étude (substitution du stage au projet de création) afin de travailler pleinement sur son projet de création. L'étudiant responsable de son projet, s'engage à fournir un travail écrit (rapport d'activité ou mémoire) à l'issue de la période définie. L'étudiant entrepreneur est hébergé au cours de cette période de travail dans un des espaces de coworking de la région (Pépinère Start'inBox, ou Mame à Tours par exemple). L'étudiant bénéficie des prestations offertes par le lieu d'accueil mais n'est pas intégré dans la structure d'accompagnement en charge de la gestion de la pépinière. Le lieu d'accueil et/ou la structure d'accompagnement vient en soutien tout comme le pôle PEPITE Centre et le responsable de la formation que suit l'étudiant entrepreneur. Le lieu d'accueil et/ou la structure d'accueil associée au pôle PEPITE fournit une logistique (espace de coworking), apporte des conseils et favorise une mise en réseau. Le responsable de la formation apporte pour sa part un soutien pédagogique sur le travail demandé. Dans ce contexte, ce dispositif mis en place pour permettre à l'étudiant entrepreneur de développer son projet de création ne peut être assimilé à un stage en entreprise. Par conséquent la réglementation en vigueur pour les stages ne s'applique pas dans le cas du contrat d'engagement.

Par conséquent, il est impossible, dans l'article de 7, de spécifier des modalités de congés dans le contrat. Nous souhaitons ainsi supprimer le paragraphe relatif aux congés ou aux autorisations d'absence.

Concernant la survenue d'une éventuelle interruption de période, il semble plus pertinent que l'étudiant entrepreneur, responsable de son projet, avertisse de lui-même l'établissement d'enseignement auquel il est rattaché ainsi que les autres parties prenantes au contrat.

Dans l'article 6, les précisions apportées sur la durée de travail hebdomadaire, sont motivées par le fait que, si l'étudiant est dispensé de stage en entreprise, il doit justifier d'une quantité de travail au moins égale à celle qu'il aurait effectuée dans le cadre du dit stage. Ainsi pour des raisons d'équité, il semble opportun d'inviter l'étudiant à organiser son travail sur une base

horaire équivalente à celle d'un stage en entreprise. Le pôle PEPITE a d'ailleurs mis en place des outils de suivi (feuille de route, etc.) pour encadrer au mieux le suivi et l'accompagnement de l'étudiant entrepreneur.

Enfin, les termes « structure d'accueil », « organisme d'accueil » ont été remplacés par « lieu d'accueil » ou « structure d'accompagnement gestionnaire du lieu d'accueil » lorsque cela était nécessaire pour les raisons évoquées précédemment. L'étudiant bénéficie des prestations offertes par la structure d'accueil (espace de travail, mise en réseau et éventuellement conseils) mais il n'est pas rattaché à la structure d'accompagnement, gestionnaire du lieu.

PEPITE CENTRE VAL DE LOIRE

MOIP - Maison de l'Orientation et de l'Insertion
Professionnelle
60 rue du Plat d'étain - 37020 Tours Cedex 1